



Informations du Guatemala

2ème année/N° 76

du 8 au 14 juin 1984

POLITIQUE.

- La fraude est en préparation : COHA, WOLA et AWC.
- Nouveau refus de l'aide militaire : Congrès des Etats-Unis.
- Les évêques analysent la situation pré-électorale.
- Nous voulons une constitution qui s'attaque à l'injustice : Zarazua.
- La démocratie, on en est loin.
- Tensions entre le gouvernements et les politiciens.

ECONOMIE.

- Le F.M.I., un danger pour la souveraineté de l'Amérique Latine.
- 93 entreprises ont été fermées en 1983.
- Des impôts sur l'agro-exportation, probablement.

INSURRECTION.

- L'E.G.P. a affligé 61 pertes à l'armée en mai.
- Une embuscade dans le Quiché : 21 pertes, officiellement.
- L'armée reconnaît 10 pertes dans le Peten.
- Les F.A.R. ont endommagé un petit avion et des hélicoptères militaires.

DROITS DE L'HOMME.

- Assassinats, enlèvements, personnes blessées.
- Une nouvelle vague d'enlèvements dans l'ouest.
- Moins d'écoles et plus de villages stratégiques.
- Les gouvernements créent des Escadrons de la mort.
- 9 personnes ayant demandé l'asile politique sortent du pays.

REFUGIES.

- Nous ne voulons plus être loin de notre terre.

POLITIQUE

LA FRAUDE EST EN PREPARATION.

Le gouvernement du général Oscar MEJIA VICTORES " se prépare pour un triomphe frauduleux de la coalition d'extrême-droite du mouvement de libération nationale et de la Centrale authentique nationaliste" lors des prochaines élections à la Constituante, ont déclaré le 11 juin à Washington les mouvements civils Conseil des Relations hémisphériques (COHA) et l'American Watch Committee, selon le journal mexicain Excelsior du 12 juin, sous la signature de José Manuel NAVA, correspondant à Washington.

D'après une analyse du Département d'état, cité par Excelsior, une fraude lors des élections "mettrait fin aux efforts de l'administration Reagan pour normaliser ses liens avec le Guatemala."

"Les forces armées, ajoute l'article, s'apprêtent à participer à une possible fraude électorale par l'intermédiaire des patrouilles de défense civile, qui recevront des ordres de leurs commandants quant au parti pour lequel elles devront voter."

NOUVEAU REFUS DE L'AIDE MILITAIRE PAR LE CONGRES DES ETATS-UNIS.

Une sous-commission du Comité des assignations de la Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté le 7 juin dernier une demande de 10 millions de dollars pour l'aide militaire au Guatemala, présentée par l'administration.

Les autorités guatémaltèques ont gardé le silence face à ce nouveau refus des membres du Congrès des U.S.A.

Paul TAYLOR, chargé d'affaire de l'ambassade nord-américaine au Guatemala avait déclaré le 1er juin que la demande avait un bon nombre de chances d'être acceptée.

LES EVEQUES ANALYSENT LA SITUATION ELECTORALE.

La Conférence épiscopale de Guatemala -C.E.G.- a manifesté, le 8 juin, sa préoccupation face à la possibilité d'une fraude lors des élections du 1er juillet prochain et elle a dénoncé la persistance de violations des droits de l'homme dans le pays.

Dans un document de 27 pages, l'instance suprême de la hiérarchie catholique du Guatemala a déclaré que, dans le processus actuel des élections à l'Assemblée nationale constituante, les dites patrouilles d'auto-défense civile (environ 800.000 personnes selon les autorités) étaient susceptibles d'être manipulées.

Le document, signé par les 15 évêques membres de la Conférence épiscopale, constate le fait que les constitutions de la République élaborées tout au long des 163 années de vie indépendante "n'ont pas établies de fondements suffisamment solides pour une démocratie réelle, ni pour organiser des structures économiques, sociales et politiques capables de promouvoir le bien-être de toute la société."

Se référant aux dernières années, la déclaration des ecclésiastiques signale : "des gouvernements surgis de fraude électorale, rongés de l'intérieur par une insatiable corruption et sans un appui populaire réel, ont manqué de popularité, de crédit moral et de capacité technique pour ordonner les affaires du Guatemala et pour mettre en place une justice adéquate."

L'apathie que l'on peut observer dans notre peuple face aux choses publiques, dit la C.E.G. est une claire manifestation du rejet de l'immense majorité des citoyens par rapport à la manipulation de la politique" qui a été, ajoute le document, dominée par "la fraude, la duperie et le mensonge."

Le document épiscopal signale l'existence des enlèvements, des disparitions et d'emprisonnements faits sans ordre du juge compétent ; il condamne : "l'usage irrationnel de la torture et les massacres de familles entières et de groupes surtout parmi les indigènes et les paysans, entre lesquels des enfants, des femmes enceintes et des vieillards."

Les évêques regrettent également les déplacements forcés de population qui ont obligé des dizaines de milliers de Guatémaltèques à chercher refuge au-delà des frontières du pays.

Monseigneur Prospero PENADOS, archevêque du Guatemala et président de la C.E.G., lorsqu'il a remis le document à la presse, a dénoncé le fait que l'armée obligeait les paysans à rentrer dans les patrouilles d'auto-défense civile, ce qui engendre pour eux "de sérieux problèmes économiques".

Le document a été considéré par des observateurs comme une critique sévère du gouvernement militaire présidé par le général MEJIA VICTORES face auquel l'église catholique a maintenu une certaine distance et indépendance.

NOUS VOULONS UNE CONSTITUTION QUI S'ATTAQUE A L'INJUSTICE : ZARAZUA.

Nous voulons une constitution qui attaque les causes socio-économiques et politiques qui sont à l'origine de la violence, de l'ignorance et de la misère, a déclaré le 12 juin Felix ZARAZUA PATZAN, maître indigène qui aspire à un siège à l'Assemblée nationale constituante.

"Nous avons besoin, a ajouté le candidat, d'une constitution qui garantisse le respect de la liberté religieuse, le respect de la libre organisation des travailleurs, ouvriers et paysans, l'établissement d'un ordre économique, d'une juste distribution de la richesse dans le pays, pour en terminer avec les disparités scandaleuses entre "riches et pauvres".

Felix ZARAZUA est membre du Parti Social Chrétien, non inscrit officiellement comme parti, qui participe aux élections allié au Front Civique Démocratique, de centre gauche.

LA DEMOCRATIE, ON EN EST LOIN.

Le chemin vers la constitution d'un état démocratique au Guatemala est beaucoup plus difficile, tortueux et distant que ce que nombre de gens avaient pensé au début, a déclaré le 10 juin un éditorial du journal d'informations télévisées "Aqui el Mundo", dans une analyse de certains détails de l'actuel processus électoral.

"Aqui el Mundo" s'est référé au mécontentement et à la déconcertation des citoyens par rapport à l'ouverture "démocratique", offerte par le gouvernement militaire et aux "rumeurs croissantes autour d'une manipulation quant à la future assemblée nationale constituante" ; il a mis en doute le fait que les prochaines élections aient pour objectif la réelle démocratisation du pays.

"Rédiger une constitution ne provoque pas l'enthousiasme dans un peuple habitué à voir bafouer la loi de façon réitérée, en commençant par la constitution elle-même" a dit le commentateur qui a ajouté que les citoyens "ébauchent des sourires de méfiance" lorsqu'ils écoutent les déclarations des candidats entre lesquels on trouve "des profiteurs, des bandits, des alcooliques congénitaux, des irresponsables et même des drogués."

TENSIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES POLITICIENS.

Une nouvelle tension entre le gouvernement et les partis politiques a pris corps le 7 juin dernier, lorsque le Tribunal Suprême pour les élections a refusé de recevoir les représentants des partis politiques qui avaient demandé audience pour recevoir des éclaircissements sur quelques-unes des actions des autorités qu'ils avaient considérées comme incorrectes.

"Les élections pourraient être remises en cause" a déclaré Danilo BARILLAS, dirigeant du Front Civique Démocratique, de centre-gauche, lorsqu'il a rendu public le fait que plusieurs partis ont signé un document de protestation contre ce qu'ils ont qualifié "d'offense".

Le document en question n'a pas été signé par les représentants du Mouvement de Libération Nationale et de la Centrale Authentique Nationaliste, coalition d'extrême-droite qui, selon des sources sûres, est appuyée par l'armée pour constituer une force politique alliée de celle-ci dans la future constituante.

De son côté, une patrouille militaire a arrêté le 9 juin une caravane intégrée par des candidats à la Constituante pour le parti national rénovateur (P.N.R.) de centre-droite ; ceci dans le département de Chiquimula (ouest).

Selon une déclaration du P.N.R., faite le 11 juin, les officiers ont fait fi de l'immunité dont jouissent les candidats et ils ont révisé minutieusement les véhicules "avec une attitude arrogante et abusive" ; ils ont affirmé qu'ils agissaient "selon un ordre venu d'en haut".

ECONOMIE

LE F.M.I., UN DANGER POUR LA SOUVERAINETE DE L'AMERIQUE LATINE.

Les pays latino-américains ne peuvent sacrifier leur développement économique et social pour respecter le paiement de leur dette extérieure, calculée à 350.000 millions de dollars, a déclaré le 13 juin Jorge GONZALEZ DEL VALLE, directeur du Centre d'Etudes monétaires latino-américain, CEMLA, dont le siège est à Mexico.

GONZALEZ DEL VALLE, qui est également dirigeant du Front Civique Démocratique, de centre-gauche, qui l'a porté à la candidature présidentielle pour 1985, a déclaré au journal mexicain Excelsior que la détérioration de la vie en Amérique Latine a été de 9 % durant les dernières années.

Après avoir qualifié de "myopes" les représentants des sept pays industrialisés qui se sont réunis récemment à Londres, le directeur du CEMLA a souligné que le danger pour l'auto-détermination et la souveraineté de l'Amérique latine n'était pas dans le communisme mais dans les normes rigides du Fonds Monétaire International qui oblige les pays pauvres à s'enfoncer dans le chômage, la pauvreté, la faim et le désespoir.

"A partir de là il n'y a qu'un pas vers une révolte anarchique populaire et il n'est besoin d'aucun parti communiste pour faire flamber le f a ajouté l'économiste guatémaltèque.

93 ENTREPRISES ONT ETE FERMEES EN 1983.

Durant l'année 83 ce sont 93 entreprises qui ont été fermées dans le pays, selon un rapport fait le 9 juin par le Ministère des Finances. La plus grande partie des entreprises qui ont dû cesser leurs activités appartenait aux secteurs industriel et commercial, a précisé Jesus ALVARADO MENDIZABAL, porte-parole de ce ministère.

Selon des informations officielles, en 1982 les entreprises qui étaient tombées en faillite étaient au nombre de 185.

DES IMPOTS SUR L'AGRO-EXPORTATION, PROBABLEMENT.

Le gouvernement projette de suspendre l'exemption fiscale pour l'exportation des produits agricoles qui était entrée en vigueur en août 1983, a-t-on appris le 9 juin.

Cette mesure aurait pour but d'alléger le déficit fiscal qui représente 50 % du budget actuel.

Bien que cette information ait été démentie par les ministères des finances et de l'économie, plusieurs entités professionnelles de l'agriculture ont manifesté leur préoccupation et se sont opposées à la mesure. "Avec une décision de cette nature on créerait une méfiance absolue et un manque de cré-

dibilité des secteurs productifs par rapport au gouvernement, provoquant un chaos institutionnel dont les conséquences sont imprévisibles" a-t-on déclaré à la Chambre de l'Agro et sur un placard publicitaire publié le 11 juin dans plusieurs organes de presse.

INSURRECTION

L'E.G.P. A INFLIGE 61 PERTES A L'ARMEE EN MAI.

L'armée guerrière des Pauvres (E.G.P.) a causé 61 pertes aux troupes gouvernementales durant 13 actions de harcèlement réalisées par des unités de ce groupe durant le mois de mai dans le département du Quiché (nord-ouest), selon un rapport de ladite organisation insurrectionnelle daté du 7 juin.

Un rapport de guerre de l'E.G.P. a précisé que les pertes se répartissent de la manière suivante : 52 morts et 9 blessés, et que les actions ont eu lieu dans la commune de Nebaj, d'où ses troupes sont sorties indemnes.

UNE EMBUSCADE DANS LE QUICHE : 21 PERTES, OFFICIELLEMENT.

9 morts et 12 blessés à la suite d'une embuscade aux troupes gouvernementales par l'Armée Guerrière des Pauvres le 3 juin dans le nord-ouest du pays c'est ce qu'on a appris par un rapport de ladite organisation publié le 6 juin dernier.

Selon un rapport de l'E.G.P., du même jour, l'embuscade a eu lieu au Cerro Vsiquichum, dans la commune de Chajul, département du Quiché, où les rebelles ont enlevé aux effectifs de l'armée un mortier, 7 fusils et d'autres équipements militaires.

L'ARMEE RECONNAIT 10 PERTES DANS LE PETEN.

Un officier et 9 soldats ont été blessés le 8 juin à la suite d'une embuscade près du village Yalpina, commune de La Libertad, département du Peten, a fait savoir l'armée le 10 juin.

Dans cette zone ce sont les Forces Armées Rebelles (F.A.R.) qui opèrent, l'une des 4 organisations qui sont membres de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (U.R.N.G.)

LES F.A.R. ONT ENDOMMAGE UN PETIT AVION ET DES HELICOPTERES MILITAIRES.

Un petit avion et un hélicoptère de l'armée ont été endommagés le 9 juin par des unités des Forces Armées Rebelles (F.A.R.) dans le département du Peten, selon des sources rebelles recueillies à San José de Costa-Rica le 10 juin.

Les informateurs ont précisé que le feu des insurgés a atteint les avions alors qu'ils étaient "en train de bombarder et de mitrailler une zone située au nord de la Coopérative El Quetzal."

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINATS, ENLEVEMENTS, PERSONNES BLESSEES.

45 personnes ont été victimes de la violence officielle entre le 6 et le 12 juin, selon des rapports de presse et d'organismes d'assistance.

Selon des informations partielles, au moins 17 personnes ont été assassinées, 12 ont été enlevées et 16 blessées durant la même période dans des actions attribuées aux forces militaires.

Parmi les 45 victimes on compte 3 enfants et 8 femmes dont plusieurs étaient enceintes.

NOUVELLE VAGUE D'ENLEVEMENTS DANS L'OUEST.

Plus de 40 personnes ont été enlevées en moins d'un mois dans le département de San Marcos (ouest), a-t-on appris le 11 juin par les informations télévisées "Aqui el Mundo".

Les habitants de la zone côtière dudit département, à 250 kilomètres à l'ouest de la capitale, sont effrayés et cherchent la tranquillité en se déplaçant vers le territoire mexicain, a ajouté le commentateur.

Des dénonciations antérieures ont identifié les assaillants comme étant des membres de l'armée et de la police.

"Le fait qu'à un certain moment il se passe ce genre de choses ne justifie pas que nous autres, Guatémaltèques, qui avons toujours été des gens pacifiques, courageux et décidés, abandonnions notre territoire" a dit, à ce sujet le ministre du gouvernement le 12 juin.

MOINS D'ECOLES ET PLUS DE VILLAGES STRATEGIQUES.

Les programmes de construction d'écoles faits pour 1984 ont été suspendus et les fonds y afférents ont été dirigés vers la construction de villages stratégiques, a informé le 12 juin la ministre de l'éducation.

La haute fonctionnaire a expliqué que la décision avait été prise au mois de mai lorsqu'on a fait la répartition des rentrées fiscales et qu'il a été considéré que la construction d'édifices scolaires devait passer après celle de concentration de population sous contrôle militaire, que les autorités appellent "modèles" ou "pôles de développement".

Le budget de l'éducation pour 1984 a été diminué de 15,5 % par rapport à l'année dernière.

LES GOUVERNEMENTS CREENT DES ESCADRONS DE LA MORT.

Les Escadrons de la mort sont créés par les gouvernements en tant que force de répression, a assuré le 12 juin Hector ARAGON QUINONEZ, dirigeant d'extrême-droite du mouvement de Libération Nationale (M.L.N.).

"Je me demande, a dit QUINONEZ, qui a l'impunité pour tuer, qui a le pouvoir de feu pour le faire, qui a les véhicules et la sécurité pour s'enfuir après avoir commis un délit, qui n'apparaît jamais et devient invisible après avoir participé à des enlèvements et à des assassinats. Les policiers, le gouvernement".

Des organismes humanitaires nationaux et internationaux ont dénoncé de façon réitérée que les soi-disants "para-militaires" sont, au Guatemala, intégrés par des éléments des forces de sécurité et qu'ils sont dirigés depuis les plus hautes sphères militaires.

GUATEMALA VIT DANS LA PEUR ET L'ANGOISSE : U.S.A.C.

La pauvreté, le crime et l'insécurité sont les indicateurs dominants de la détérioration sociale qui maintient la population guatémaltèque dans la peur et l'angoisse, dénonce une déclaration rendue publique le 10 juin par le Conseil Supérieur Universitaire, instance directrice suprême de l'Université nationale de San Carlos (U.S.A.C.).

Dans ce qui apparaît comme une référence explicite aux forces de sécurité, le communiqué universitaire demande au gouvernement qu'il "sanctionne avec énergie ceux qui enfreignent la loi ou qui manquent, d'une façon ou d'une autre, à la dignité et au respect dans l'exercice de leurs fonctions."

Le document universitaire, qui analyse la situation actuelle du pays, signale que l'indifférence officielle face aux problèmes du peuple "a engendré une perte progressive de confiance des citoyens dans les autorités chargées de veiller à l'ordre et à la tranquillité sociale."

9 PERSONNES AYANT DEMANDE L'ASILE POLITIQUE SORTENT DU PAYS.

9 personnes qui avaient demandé asile à l'ambassade du Vénézuéla dans la ville de Guatemala, ont quitté le pays le 13 juin sous protection diplomatique.

Les personnes en question, entre lesquelles se trouvaient deux enfants de deux ans et deux mois, respectivement, avaient demandé asile à la mission diplomatique vénézuélienne quelques jours auparavant pour échapper, ont-ils dit, à la persécution politique.

REFUGIES

NOUS NE VOULONS PAS VIVRE LOIN DE NOTRE TERRE.

Environ 2.800 réfugiés guatémaltèques se trouvant dans la Camp Las Delicias, dans l'état mexicain du Chiapas, se sont dispersés de façon soudaine dans la nuit du 5 au 6 juin.

Depuis deux semaines, les réfugiés, qui venaient du camp de El Chupadero, lequel avait été attaqué par des troupes guatémaltèques le 30 avril, avaient écrit plusieurs lettres au président du Mexique, Miguel de LA MADRID, dans lesquelles ils demandaient que soit reconsidérée la décision gouvernementale de les envoyer dans l'état de Campeche.

Quelques jours plus tard, les paysans guatémaltèques ont été retrouvés dans un lieu appelé San Caralampio Huanacaston, à environ 25 kilomètres de Las Delicias.

D'un autre côté, un groupe de 117 réfugiés est arrivé le 13 juin dans la Vallée de Zena, Campeche. Avec ce groupe, ce sont déjà plus de 600 réfugiés qui ont été déplacés par le gouvernement mexicain vers cet endroit où ils ont déjà commencé leurs travaux agricoles et la construction de leurs maisons.